

[Text]

We need to find ways of coming up with money. I am well aware this is not a popular subject to raise at the federal level at the moment. I would argue any money you put into prevention that is well spent is going to cut the deficit later in significant ways, but you're going to say you want to cut the deficit right now.

I have made a number of suggestions how to come up with funding. These include everything from putting the proceeds from crime into prevention issues to trying to provide tax incentives for groups like lawyers and private security agencies that will contribute money to efforts to tackle the situations that breed crime. Undoubtedly, some of that money has to come from reallocation within the federal government's funding system. I would like to propose that you might consider putting 1% a year of what's presently spent by the federal government in the criminal justice area into prevention. You start with 1% and after five years you arrive at 5%.

The ministry that has leadership in prevention has grown quite significantly over the last three to five years. I believe there has been roughly a 30% increase in its budget. If some of that could have been put into prevention, then I think we would have seen the beginning of some significant practical effort in Canada, beyond talk, that would have led to a reduction in crime.

We clearly have to deal with ways to support municipal inter-agency crime prevention. You will be hearing from many others about the Federation of Canadian Municipalities. I am sad to see how many municipalities have started to do this, but have been unable to find the funds within their own budgets, which are strapped with issues like welfare and increases in policing. They have not been able to look to any federal leadership to give them ideas about where to go.

It's fascinating to note that from Prince George to Chicoutimi, mayors have made major commitments to make this happen. They are doing it carefully and in ways that will provide model projects for later on.

Finally, I think it's important for Canada to not only see how it can learn from other countries; it can learn a lot from other countries, but it can also contribute wonderful policing systems to other industrialized countries. It must also realize the crime level in the developing countries is one of the major blocks to them being able to invest in the sort of world they want to live in.

I think it's important we realize this and give this the sort of priority it needs. I think we are very fortunate to have so many other national governments looking to Canada for leadership in terms of a UN centre on crime prevention.

[Translation]

Il faut trouver des moyens de recueillir des fonds. Je sais bien que ce n'est pas un sujet très populaire au niveau fédéral actuellement. Je vous dirais cependant que l'argent utilisé judicieusement à des fins de prévention permettra de réduire sérieusement le déficit plus tard, mais vous allez me dire que c'est tout de suite que vous voulez réduire le déficit.

Je propose plusieurs moyens de trouver de l'argent. Cela va de l'utilisation des recettes du crime pour des activités de prévention à l'octroi de stimulants fiscaux à des groupes de juristes, des organismes privés de sécurité ou autres qui travailleront à faire reculer les conditions ouvrant la voie à la criminalité. Il faudra naturellement réaffecter des crédits réservés aux budgets actuels du gouvernement fédéral. Je voudrais vous suggérer d'envisager de consacrer 1 p. 100 par an du budget fédéral de la justice pénale à la prévention. On commence à 1 p. 100, et en cinq ans on arrive à 5 p. 100.

Le ministère qui mène l'effort de prévention s'est développé considérablement au cours des trois ou cinq dernières années. Je crois que son budget a progressé d'environ 30 p. 100. Si l'on avait pu consacrer une partie de cet argent à la prévention, je pense qu'on aurait assisté à une esquisse d'efforts concrets et sérieux au Canada, par delà les simples paroles, et à un début de recul de la criminalité.

Il faut évidemment trouver des moyens de contribuer à la prévention du crime au niveau des divers organismes municipaux. Vous allez entendre plusieurs témoins vous parler de la Fédération canadienne des municipalités. Je suis désolé de constater que, si de nombreuses municipalités ont commencé à faire ce travail collectif, elles n'ont pas pu trouver les crédits nécessaires dans leurs propres budgets, qui sont déjà grevés par des dépenses de bien-être social et des augmentations de dépenses pour la police. Ces municipalités ne peuvent pas se tourner vers le gouvernement fédéral pour avoir un exemple à suivre.

Il est fascinant de voir que de Prince George à Chicoutimi, les maires se sont pourtant massivement engagés dans cette voie. Ils travaillent soigneusement et pourront proposer des projets modèles pour l'avenir.

Enfin, je pense qu'il est important de se rendre compte que le Canada ne doit pas seulement s'inspirer des autres pays; il peut naturellement s'en inspirer, mais il peut aussi proposer des régimes de police admirables aux autres pays industrialisés. Il doit aussi se rendre compte que le niveau de criminalité dans les pays en développement est un des principaux obstacles qui empêche ces pays de faire les investissements nécessaires pour vivre dans le monde qu'ils souhaiteraient.

Il faut bien s'en rendre compte et donner à cette question la priorité voulue. Je pense que nous pouvons nous estimer très heureux que de nombreux autres gouvernements se tournent vers le Canada pour qu'il leur montre le chemin avec un centre des Nations Unies pour la prévention du crime.